

au Canada dans tous ses détails que nous pouvons en saisir toute la gravité. Si nous pouvons déterminer les causes fondamentales du chômage et y apporter des remèdes efficaces nous pourrions, je crois, résoudre le problème du chômage.

A mon humble avis, le chômage, les crises économiques et les situations dans lesquelles des hommes et des femmes se trouvent sans travail n'échappent pas à la maîtrise du Parlement. Ces situations ne sont pas l'œuvre de la Providence ni le résultat de forces surnaturelles. Elles sont, en fait, le résultat des programmes économiques erronés de l'homme avec tous les éléments psychologiques qu'ils comportent.

J'avoue franchement ma déception de constater qu'une bonne partie de la discussion a porté sur des accusations d'ordre politique quant à ceux qui seraient responsables de la dernière crise économique et autres malheurs. J'ai été déçu parce que le problème du chômage est trop sérieux à mon avis pour qu'on s'en serve dans l'intérêt d'un parti ou pour faire de la propagande politique. La dernière crise économique nous a appris notamment que le chômage est une source de misère. Elle est un gaspillage de main-d'œuvre et finit par paralyser la croissance d'un pays. Nous savons très bien que le chômage porte inévitablement aux crimes, et suscite des drames. Tout être civilisé s'oppose énergiquement à la guerre et nous nous efforçons désespérément de la prévenir. Cependant, il n'y a pas de tragédie qui s'abatte sur une nation avec d'aussi lamentables effets que la crise économique et le chômage.

Songons un instant au gaspillage. En supposant, qu'il y ait actuellement au Canada 600,000 chômeurs,—le chiffre en est maintenant de 613,000,—nous constatons, si les périodes de travail sont de huit heures, qu'il y a une perte effarante de 4,800,000 heures-homme par jour, soit le chiffre incroyable d'environ 144,000,000 d'heures-homme par trente jours de travail. De plus, on attribue en grande partie, je crois, à la tension morale et physique produite par la dernière crise économique, l'encombrement d'un grand nombre de nos institutions publiques. C'est là un résultat du chômage.

Je n'ai nullement l'intention de soumettre à un nouvel examen la validité des chiffres cités par les orateurs compétents qui ont participé au débat; mais j'estime que les données en question indiquent, sans aucun doute, que le chômage au Canada n'est ni régional ni saisonnier, ainsi que l'ont affirmé sans cesse les porte-parole du Gouvernement. Même s'il en était ainsi, un pays comme le nôtre, comblé d'inépuisables richesses, ne pourrait se justifier s'il laissait ses ressortissants dans la détresse. Il n'y a aucun doute

à mes yeux que le chômage augmente et qu'il devient un phénomène inquiétant.

On s'en rendra compte en consultant les données officielles que publie le Bureau fédéral de la statistique et selon lesquelles le chômage a atteint, au Canada, le niveau le plus élevé depuis la dernière guerre, et selon lesquelles également il s'accroît toujours. Nous savons aussi que les pronostics de la Chambre canadienne de Commerce parus dans le numéro de décembre de la publication *Canadian Business* et voulant que le nombre des chômeurs en mars dépasserait de beaucoup 600,000, ont été confirmés par les faits.

Je crois qu'on comprendra mieux la gravité de la situation en faisant des comparaisons. Chaque mois, en 1954, le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne était moindre qu'au Canada. D'après la moyenne établie pour 11 mois en 1954, la Grande-Bretagne, dont l'effectif ouvrier est de 23·6 millions de personnes, n'avait que 287,000 chômeurs employables, tandis que le Canada, dont l'effectif ouvrier n'était que de 5·4 millions, accusait une moyenne mensuelle de plus de 380,000 chômeurs, hommes et femmes. Ce qui est peut-être le plus révélateur, c'est un récent communiqué aux journaux annonçant que les recettes de l'État ont fléchi, que les impôts sont lents à rentrer et que, pour la première fois depuis 1946, on prédit que nos finances accuseront un gros déficit. En d'autres termes, cela veut dire que les ventes et la production diminuent et que le chômage augmente.

On se demandera qui il faut blâmer? Je sais que je ne dois pas défendre le ministre du Travail, le premier ministre, ni tout autre député ministériel, car ils sont assez capables et habiles pour le faire eux-mêmes. Je me sens naturellement plutôt mal à l'aise, quand je constate qu'on dénigre et qu'on critique des gens qui tiennent autant que tout autre à alléger le chômage. Ce blâme doit retomber sur l'ensemble du Parlement qui, même à cette heure tardive, soutient que la situation n'est pas alarmante.

Bien entendu, il y en a qui croient peut-être sincèrement que le blâme doit en être attribué à l'entreprise privée, que si nous avions l'étatisation et le dirigisme, la situation deviendrait plus rose. Ils ne nous disent pas de quelle manière le changement de propriétaires résoudrait le problème. Franchement, je ne crois pas qu'une telle attitude aboutirait à la solution de ce problème. Autant que je sache, la libre entreprise a toujours eu pour objet de produire des marchandises et d'assurer des services. Le travail et l'industrie ont merveilleusement réussi à accomplir cette tâche. Pourquoi alors les blâmer?